

L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la population, est une organisation internationale au service du développement qui promeut le droit de chaque femme, homme et enfant à vivre en bonne santé et à jouir de chances égales. L'UNFPA vient en aide aux pays qui utilisent les données relatives à la population afin de concevoir des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté et à faire en sorte que chaque grossesse soit désirée, chaque accouchement sans danger, chaque jeune non contaminé par le VIH/sida, chaque fille et femme traitée avec dignité et respect.



LES CONTRACEPTIFS SAUVENT DES VIES

TABLEAU D'ENSEMBLE : Dans le monde en développement, surtout en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, la réduction de la mortalité maternelle et infantile n'a progressé que lentement. Si les taux de mortalité maternelle et infantile demeurent obstinément élevés, cela tient entre autres raisons à ce que les femmes qui veulent différer leur prochaine grossesse ou en éviter de nouvelles n'ont pas accès à la planification familiale. En effet, elle réduit les taux de mortalité maternelle et infantile et améliore la santé et le bien-être des femmes et de leurs enfants.

L'accès à la planification familiale est aussi un élément essentiel de la réalisation du droit fondamental des familles et des individus de choisir le nombre de leurs enfants et le moment de leur naissance. Dans une perspective nationale, l'accès universel à la planification familiale est une composante critique du développement. Les avantages de mettre les contraceptifs à la disposition des femmes et des couples qui veulent les utiliser sont très généralement reconnus. En dépit de cela, l'aide des donateurs consacrée à la planification familiale a enregistré une chute radicale en valeur absolue depuis le milieu des années 90, et de nombreux pays ne font pas actuellement l'investissement qui serait nécessaire dans la planification familiale.

LA SITUATION ACTUELLE

Il y a environ 215 millions de femmes dans le monde en développement qui veulent différer leur prochaine grossesse ou en éviter de nouvelles¹, mais qui ne recourent pas à la planification familiale en grande partie parce qu'elles n'y ont pas accès, en craignent les effets secondaires ou parce que leur famille y fait objection. Au niveau mondial, le désir d'utiliser la planification familiale volontaire est en train de se répandre. Selon les évaluations de l'UNFPA, la couverture des besoins actuels non satisfaits et la nécessité de suivre la croissance démographique auront pour effet que le nombre d'utilisateurs des contraceptifs augmentera de plus de 30 % au cours des 15 prochaines années.

Les pays à faible revenu sont touchés hors de toute proportion par le manque d'accès aux méthodes modernes de planification familiale. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Centre et du Sud regroupent ensemble 59 % des femmes dont les besoins ne sont pas satisfaits. Dans les pays à faible revenu, 54 % des femmes qui veulent éviter une grossesse n'ont pas accès aux contraceptifs, contre 20 % seulement dans les pays en développement moins défavorisés².

En 2008, près de 60 % des femmes (47 millions) qui, en Afrique subsaharienne, voulaient éviter une grossesse n'utilisaient pas la planification familiale ou recouraient à une méthode traditionnelle. Ces femmes représentaient 91 % des grossesses non recherchées³.

L'investissement dans la planification familiale se compare favorablement aux autres investissements de santé rentables comme la thérapie antirétrovirale, les vaccinations des enfants et la thérapeutique de réhydratation orale. Le financement du besoin non satisfait de planification familiale moderne coûterait 3,6 milliards de dollars de plus par an, en provenance d'une combinaison de sources internationales et nationales⁴.

Le nombre estimatif d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses a peu changé de 1995 à 2003, tombant de 19,9 millions à 19,7 millions par an, bien que le nombre d'avortements au niveau mondial soit tombé de 45,5 millions à 41,6 millions (chiffres estimatifs) durant la même période⁵.

Chaque année, 70 000 femmes environ meurent du fait d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses — évaluation qui s'est à peine modifiée en l'espace de 10 ans. Sur les 20 millions de femmes qui subissent chaque année un avortement pratiqué dans des conditions dangereuses, huit millions environ connaîtront des complications, mais cinq millions seulement reçoivent les soins de suivi qui leur sont nécessaires, les trois autres millions de femmes étant exposées à des problèmes de santé à long terme et souvent débilissants⁶.

QUE FAUT-IL FAIRE?

Les donateurs internationaux et les gouvernements nationaux doivent reconnaître dans la planification familiale une priorité essentielle du développement et, en conséquence, accroître le financement des programmes de planification familiale et se montrer davantage déterminés à les mettre en œuvre. Les gouvernements de la plupart des pays pauvres ont adopté des politiques appropriées de population et de planification familiale, mais beaucoup ne les appliquent pas faute de volonté politique et d'un financement adéquat. Répondre aux besoins non satisfaits de planification familiale coûterait un montant additionnel de 3,6 milliards de dollars É.-U par an, portant le total annuel à 6,7 milliards de dollars. C'est là une somme raisonnable, si l'on considère l'ampleur des avantages potentiels, qui vont de l'amélioration de la santé maternelle et infantile à l'autonomisation des femmes, à l'amélioration de la situation financière des familles et à la croissance économique des nations.

AVANTAGES DE RÉPONDRE AU BESOIN NON SATISFAIT DE PLANIFICATION FAMILIALE :

L'accès à la planification familiale sauve des vies : si l'écart entre la demande et l'offre de planification familiale était comblé, le nombre de femmes qui meurent durant la grossesse ou l'accouchement serait réduit de plus d'un tiers⁷.

La couverture du besoin non satisfait de planification familiale moderne dans le monde en développement réduirait le nombre de grossesses non recherchées de 75 à 22 millions, soit une réduction supérieure à 70 %, et les naissances non planifiées tomberaient de 30 à 8 millions. Il en résulterait 25 millions d'avortements provoqués en moins par an⁸.

Le fait d'avoir des enfants moins nombreux et en meilleure santé réduit le fardeau économique des familles pauvres et leur permet d'investir davantage dans les soins à chaque enfant et dans sa scolarité, ce qui aide à briser le cycle de pauvreté et améliore la prospérité des familles, des communautés et des nations.

Quand les taux de fertilité tombent, davantage de femmes entrent dans la population active. Les années de vie saine qui sont perdues en raison de l'invalidité et du décès prématuré de femmes et de leurs nouveau-nés diminueraient de plus de 60 % si le besoin de services de santé maternelle et infantile et de planification familiale était couvert.

L'accès universel à l'éducation primaire et l'égalité des deux sexes dans l'éducation ont plus de chances de se concrétiser là où la fécondité est plus faible, la croissance démographique plus lente et où la naissance du premier enfant se place plus tard.

L'investissement dans la planification familiale rend possible une croissance économique plus rapide en réduisant la fécondité et en changeant la structure des classes d'âge et le ratio population active/personnes à charge. En outre, chaque dollar consacré à la planification familiale peut permettre aux gouvernements d'épargner jusqu'à 4 dollars dans les dépenses de santé, logement, approvisionnement en eau, évacuation des eaux usées et autres services publics⁹.

QUE FAIT L'UNFPA?

L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la population, s'efforce d'assurer l'accès universel à la santé reproductive, y compris planification familiale et santé sexuelle pour tous. Les activités de plaidoyer et la fourniture de services de planification familiale sont essentielles à son action. La logistique complexe liée à la fourniture des quantités voulues des produits voulus dans les conditions voulues, à l'endroit voulu, au moment voulu et pour le prix voulu, fait intervenir de nombreux agents, notamment le secteur public et le secteur privé.

L'UNFPA travaille de concert avec les gouvernements, la société civile et les institutions sœurs du système des Nations Unies, et il assume un rôle de pointe s'agissant de fournir et de coordonner la distribution des produits de santé reproductive, de prévoir les besoins, de mobiliser l'appui et de mettre en place une capacité logistique au niveau national. L'UNFPA plaide pour le droit de chacun à décider du nombre de ses enfants et du moment de leur naissance, et il fournit des contraceptifs et d'autres articles de santé reproductive aux postes sanitaires et aux hôpitaux qui approvisionnent des millions d'hommes et de femmes dans le monde entier.

Pour plus ample information sur l'action de l'UNFPA, prière de visiter www.unfpa.org.

¹ Adding it Up : The Cost and Benefit of Investing in Family Planning and Maternal and Newborn Health. Guttmacher Institute/ UNFPA , 2009.

² Ibid

³ Ibid

⁴ Ibid

⁵ Abortion Worldwide: A Decade of Uneven Progress. Guttmacher Institute, 2009

⁶ Ibid

⁷ Sexual and Reproductive Health, The Lancet, octobre 2006.

⁸ Adding it Up : The Cost and Benefit of Investing in Family Planning and Maternal and Newborn Health. Guttmacher Institute/ UNFPA , 2009.

⁹ Achieving the Millennium Development Goals: The contribution of fulfilling the unmet need for family planning (mai 2006).